

20220419 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/39938/plus-de-1-000-migrants-arrives-au-royaumeuni-ces-derniers-jours--tous-pourraient-se-retrouver-au-rwanda>

Actualités



Les migrants arrivent au port de Douvres à bord d'un navire de la Border Force après avoir été secourus lors de la traversée de la Manche, à Douvres, le 10 janvier 2022. Crédit : Reuters

Plus de 1 000 migrants arrivés au Royaume-Uni ces derniers jours : "Tous pourraient se retrouver au Rwanda"

Par [Charlotte Oberti](#) Publié le : 19/04/2022

Avec l'accord passé avec le Rwanda pour envoyer dans ce pays d'Afrique de l'Est les demandeurs d'asile arrivés par la Manche, Londres espère décourager les migrants de se rendre au Royaume-Uni. Pourtant, les passages d'embarcations n'ont pas faibli ces derniers jours. Selon des ONG, cet accord risquerait d'ailleurs davantage d'enrichir les passeurs. Entretien.

En agitant un [accord avec le Rwanda](#), qui prévoit l'expulsion vers ce pays des demandeurs d'asile présents au Royaume-Uni, Londres a brandi une menace radicale envers les migrants tentés par une traversée de la Manche.

Si le projet est encore en attente de validation par les chambres parlementaires, l'impact de cette annonce se veut, lui, immédiat. Quitte à soulever la polémique, le gouvernement britannique espère, en annonçant en grande pompe cet accord bilatéral, décourager les passages depuis la France et ainsi stopper les arrivées, qui atteignent des records. Dans les faits, cette stratégie ne se vérifie pourtant pas : ces derniers jours, plus de 1 000 personnes ont débarqué en Angleterre après avoir traversé la Manche.

Entretien avec Steven Martin, coordinateur de Channel rescue, une ONG britannique dont la mission consiste à silloner les côtes anglaises pour repérer et venir en aide aux embarcations de migrants qui approchent.

InfoMigrants : Comment réagissez-vous à cet accord ?

Steven Martin : Nous condamnons le gouvernement pour cette politique. Ce que prévoit cette mesure, au final, c'est de faire en sorte que le chemin que vous avez pris pour entrer au Royaume Uni détermine la recevabilité de votre demande d'asile. C'est une criminalisation des passages, en fait. Pourtant, ce n'est pas illégal de traverser une frontière pour déposer une demande d'asile dans un pays.

>> À (re)lire : ["Inhumain", "cruel", "cynique"... L'accord entre le Rwanda et le Royaume-Uni sur l'envoi des demandeurs d'asile à Kigali fait polémique](#)

Le gouvernement se justifie en disant qu'il est très préoccupé par la sécurité des personnes [qui traversent la Manche, ndlr]. Mais c'est faux. Ce qui les préoccupe, c'est l'immigration, qu'ils veulent réduire à zéro.

D'ailleurs, le jour même de l'annonce de l'accord, une autre déclaration a été faite : ce n'est désormais plus le Home office [équivalent du ministère de l'Intérieur, ndlr] qui est aux commandes des opérations menées dans la Manche, mais l'armée. Jusque-là, les opérations de recherche et de sauvetage en mer étaient gérées par les garde-côtes. Désormais, c'est l'armée qui s'en occupe. Nous utilisons donc désormais la force militaire contre des réfugiés dans la Manche pour 'protéger nos frontières'.

Et ce changement est notable : lors de nos missions d'observation, nous avons vu beaucoup de vaisseaux militaires dans la Manche ces derniers jours. Ce n'était pas le cas avant.

IM : Est-ce que les arrivées de migrants via la Manche continuent depuis l'annonce ?

SM : Oui. Entre le 14 avril [jour de l'annonce de l'accord, ndlr] et le 17 avril, 1 074 migrants sont arrivés via la Manche à bord de 29 bateaux.

Ce qu'il faut bien comprendre c'est que, si cet accord est validé, ces personnes-là sont toutes bonnes pour une expulsion vers le Rwanda, même si la loi n'était pas entrée en vigueur au moment de leur traversée. Car cette loi sera rétroactive : cela concerne toutes les personnes débarquées via des embarcations dans la Manche depuis le 1er janvier 2022. Des Somaliens, des Kurdes, des Iraniens, des Soudanais... Tous pourraient être renvoyés. C'est très inquiétant.

Nous savons que, par le passé, les [accords similaires qu'il a pu y avoir, entre Israël et le Rwanda](#) par exemple, ont été condamnés en raison de violations des droits humains. Grâce à des études menées, on sait que ce genre de politique d'expulsions mène à une augmentation des tentatives de suicide et au déclin de la santé mentale des personnes concernées.

IM : Comment expliquez-vous que les passages ne diminuent pas ?

SM : Souvent, les personnes qui entreprennent ces voyages ne sont pas forcément au courant des lois en vigueur dans les pays qu'elles cherchent à gagner. Elles ne connaissent pas tous les détails, tout simplement car il est très difficile de se maintenir à jour des informations lorsque l'on vit dans des conditions difficiles.

Deuxièmement, les organisations internationales comme le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) prédisent que cette mesure n'aurait pas plus d'impact sur les arrivées que

l'ultra-sécurisation du port de Calais n'en a eu. Il est maintenant très compliqué de monter dans des camions donc les migrants tentent beaucoup plus souvent la traversée de la Manche en bateau.

L'impact principal risque de concerner les stratégies des passeurs. Ces derniers vont probablement chercher d'autres routes, plus dangereuses et plus coûteuses, pour que les migrants arrivent en Angleterre sans se faire remarquer par les autorités.

Quant aux personnes déjà présentes au Royaume-Uni, cela pourrait leur ajouter une pression supplémentaire. Les demandeurs d'asile doivent déjà se débrouiller avec une procédure qui est très complexe, ils vivent parfois dans des centres de détention, etc. Maintenant ils pourraient, en plus, avoir peur d'être expulsés au Rwanda.